

1989 dans l'ombre de 1945: Sur la normalité d'une future République berlinoise¹

JÜRGEN HABERMAS

RÉSUMÉ: *Habermas s'en prend ici à la thèse conservatrice de la continuité de la «nation» allemande par une critique du concept même d'État-nation. Contribuant au débat des historiens, il expose les limites de l'État-nation dans le contexte de la globalisation. En effet, l'importance de 1989 repose sur l'idée de restauration de la nation allemande telle qu'elle se présentait à partir de l'empire guillaumien. Or, l'État national ne serait plus à la hauteur du défi qu'impose la globalisation des interactions sociales, politiques, culturelles et systémiques. Il lui faut, de l'avis de Habermas, se départir d'un reliquat d'ethnicité et de nationalisme pour épouser pleinement la dimension républicaine qui, elle, n'admet que le processus démocratique de délibération publique pour l'intégration sociale des individus. L'Union européenne, dans la mesure où elle restreint la souveraineté des nations qui la composent, permet justement d'accorder plus d'importance à l'héritage républicain au détriment du nationalisme allemand.*

ABSTRACT: *In this article, Habermas challenges the conservative thesis of the continuity of the German "nation" through a critique of the very concept of Nation-State. Further pursuing the historian debate, he exposes the limits of the Nation-State in the context of globalization. Indeed, the importance of 1989 lies in the idea of the restoration of the German nation as it exists since the Wilhelmine empire. Habermas suggests that the national State would no longer be up to the challenge imposed by globalization of social, political, cultural and systemic interactions. It must do away with a remainder of ethnicity and nationalism if it is to embrace fully the republican dimension, which only admits democratic process of public deliberation for the social integration of individuals. The European Union, inasmuch as it restricts the sovereignty of its members, allows precisely to put more importance on the republican heritage than on German nationalism.*

I

C'est en tant que libération qu'une nation célèbre le jour où, à la suite d'une guerre de conquête de près de six ans, elle dut capituler sans condition devant la supériorité des forces ennemis. Cette interprétation du 8 mai 1945, que le

président de la RFA von Weizsäcker² contribua à légitimer il n'y a que dix ans, correspond à une connaissance rétrospective qui ne représente en rien une expérience contemporaine. Il n'y avait alors aucune résistance qui aurait pu être victorieuse. Le coup d'État d'une élite n'est pas une guerre civile qui aurait pu produire un camp victorieux. Le sentiment de plusieurs individus qui se sentaient libérés de la terreur d'une dictature n'était pas représentatif de l'état d'âme d'une population prostrée, surmenée, épuisée; une population réduite à la misère par de sanglants combats, par l'exode et la destruction. Une grande part des Allemands avaient longtemps suivi la devise «un peuple, un Reich, un Führer» et n'avaient aucunement oublié leur complicité. La fin de la guerre signifiait pour eux une «libération» au mieux dans le sens psychologique, où une fin dans la terreur était préférable à une terreur sans fin. De façon générale, le 8 mai n'a pas été perçu en tant que libération au sens politique.

Néanmoins, nous évoquons la mémoire de ce jour non pas seulement par le deuil des victimes de la barbarie que notre propre nation a engendrée et à laquelle les alliés ont mis un terme. C'est aussi, à l'encontre de l'expérience prépondérante des contemporains de la défaite de 1945, avec un sentiment de satisfaction à l'égard du tournant politique pour le mieux que nous célébrons, lors de nombreux événements officiels, le jour de la capitulation. Nous ne devons pas, à la vérité, ignorer la distance historique; nous pourrions sinon être tentés de projeter notre interprétation sur un peuple opprimé par les nazis, sur notre propre jeunesse ou sur celle de nos parents et grands-parents. Nous ne devrions pas plus, par un quelconque faux-raisonnement, supposer au texte d'une libération du fascisme le sous-texte justificateur d'une guerre cosmopolite selon lequel nous aurions toujours été «du bon côté». Cette ligne de pensée nous a conduit à Bitburg³. Nous, citoyens de la République fédérale allemande élargie, ne pouvons ériger le 8 mai comme «jour de libération» en véritable point de départ pour une compréhension politique de soi que lorsque nous nous assurons de comprendre cette interprétation rétrospective comme résultat d'un processus d'apprentissage qui s'est étiré sur une décennie.

Ce processus d'apprentissage collectif a pu se réaliser autrement et plus facilement dans la RFA que dans la RDA. Il sied donc, en toute justice, de considérer ces différences lorsque l'on rend compte de la distance historique. Comment se présenterait, par exemple, la comparaison entre d'une part la masse des sympathisants du régime nazi qui, d'emblée, ont été intégrés en douce sous Adenauer, et ceux, d'autre part, qui ont d'abord fondé leurs espoirs socialistes — partagés par plusieurs — sur un régime reposant sur le communisme de parti? Les Allemands qui se sont retrouvés à l'ouest de la zone d'occupation soviétique avaient été favorisés par la fortune, et ce, non pas du seul point de vue matériel. Même pour un changement de mentalité, les conditions objectives étaient ici plus favorables.

La restauration de l'État de droit démocratique, l'intégration dans l'alliance de l'Ouest et la radicale amélioration de la situation économique ont été les orientations centrales. Les fardeaux qui pesaient encore sur la République de Weimar ont aussi été éliminés: à savoir le centralisme prussien, le déséquilibre et la division des confessions, l'hégémonie et la force traditionnelle du militaire et, de façon générale, l'empire politique des élites enracinées dans les structures traditionnelles de la société. La constellation des super-puissances a de plus entraîné un salutaire primat de la politique intérieure, et l'essor économique de la période de reconstruction a permis l'érection et le développement de l'État social. Enfin, la perte de la souveraineté de l'État-nation, de même que nos propres intérêts ont facilité l'intégration dans la Communauté économique européenne, une intégration qu'on a poursuivie énergiquement. Ainsi, les citoyens ont pu, dans ces conditions d'une société en pleine prospérité, accorder leur confiance en l'organisation politique du pays.

Cependant, cette réelle occasion d'une intégration à l'Ouest n'a pas suffi, à elle seule, à transformer à grande échelle cette «confiance dans le système» en mentalité démocratique. L'habitude des avantages d'un rapprochement stratégique et politique vers l'Ouest a dû encore évoluer en une orientation politico-culturelle vers l'Ouest. Les citoyens ont dû se convaincre de la substance normative de la tradition politique issue de l'Ouest et redécouvrir l'héritage défiguré de l'humanisme et des Lumières dans leur propre tradition. Car en dernière analyse, une république n'est stable que dans la mesure où les principes de la constitution s'enracinent dans les convictions et les pratiques de leurs citoyens. Une telle mentalité ne peut se former que dans le contexte d'une culture politique libérale ouverte au débat. Elle s'établit par la critique et la discussion dans l'arène d'un espace public (*Öffentlichkeit*) qui ne se trouve sous aucune tutelle, qui admet les arguments et qui n'est ruiné par aucune télévision privée. Un tel entrelacement de motifs et d'attitudes, de formes de communication et de pratiques ne peut être produit par des moyens administratifs, mais reflète le degré de civilisation politique d'une communauté.

Or je soutiens la thèse selon laquelle la République fédérale d'Allemagne ne s'est civilisée politiquement qu'autant que les résistances qui s'opposaient à la perception d'une rupture dans la civilisation, inconcevable jusque-là, se sont relâchées. Nous avons dû apprendre à confronter publiquement un passé traumatique. Qu'une culture politique libérale n'ait pu se développer, dans une société culturellement très civilisée comme celle de l'Allemagne, qu'*après* Auschwitz, voilà une vérité difficilement compréhensible. Qu'elle se soit développée *à travers* Auschwitz, à travers la réflexion sur l'inconcevable, voilà qui est moins difficile à comprendre lorsque l'on considère ce que, au fond, les droits de l'Homme et la démocratie signifient: à savoir la simple perspective de n'exclure personne de la communauté

politique et de respecter partout pareillement l'intégrité de chacun dans son altérité.

II

Jusqu'en 1989, nous avions de bonnes raisons de considérer l'année 1945 non pas, certes, comme point-zéro, mais comme une césure dans l'histoire récente de l'Allemagne. Depuis 1989, beaucoup se posent la question de savoir à quel point cette coupure est profonde. De nouvelles incertitudes allemandes se rattachent à cette date. L'adjonction des *Länder* provenant de l'ex-RDA, réalisée le 3 octobre 1990, ne correspond pas à une fondation nouvelle dans l'esprit républicain. L'unification n'a été précédée par aucun consensus politique interne, par aucun débat sur le rôle d'une république fédérale élargie, pas même sur ce que les deux parties pouvaient légitimement attendre l'un de l'autre. En découlent de bonnes et de mauvaises conséquences. Le nationalisme élitiste d'une poignée de politiciens et d'intellectuels n'a sans doute pas trouvé d'écho dans la population parce que les problèmes de distribution, dissimulés en hâte et abordés de façon non solidaire, stimulent de façon durable l'intérêt éclairé des deux parties. Plus nuisible est le ressentiment des habitants de l'Est, lesquels se sentent rejetés et dévalorisés par le système administratif. Et ce ressentiment se poursuit dans la génération suivante. Une troisième conséquence est la plus importante dans notre contexte: des questions essentielles sur la compréhension politique que nous avons de nous-mêmes sont demeurées en suspens, en particulier la question de savoir comment nous devons comprendre la «normalité» de la république berlinoise qui s'annonce.

Dans l'ancienne république fédérale, une certaine sensibilité à la dialectique de la normalisation s'était formée — une sensibilité à ceci qu'une situation plus ou moins normale n'a pu s'établir aussi en notre pays que parce que l'on a évité d'adopter une conscience prétentieusement obscurcissante de la normalité. Devons-nous maintenant en finir avec cela? Devons-nous réviser notre compréhension de la césure de 1945 à la lumière des événements de 1989-1990? Ou une ironie insondable de l'histoire ne devrait-elle pas en vain avoir inscrit au 9 novembre, dont on se souvient ici dans l'église St-Paul *tout comme avant* en tant qu'anniversaire de la Nuit de Cristal, une signification profondément ambivalente?⁴ L'année 1989 ne demeure-t-elle pas, *for the time being*⁵, pour nous, Allemands, dans l'ombre de 1945, parce que nous ne pouvons être au clair sur l'avenir de notre existence politique qu'à la lumière de cette péripétie?

On pourrait comprendre ceci comme une question de ponctuation historique. Les historiens écrivent des textes. Par le seul fait de la grammaire du discours, ils sont contraints d'organiser leurs énoncés de telle façon que la suite des événements racontés soit articulée à l'aide de virgules, de points,

d'alinéas et de chapitres. S'ensuivent alors inéluctablement des césures plus ou moins profondes, des rapports plus ou moins étroits. De telles coupures rétrospectives sont relatives, parce que seul l'art, non pas l'histoire, connaît des commencements radicalement nouveaux. Mais pour la compréhension de ceux qui peuvent se tenir dans des traditions, qui peuvent dire oui ou non, qui peuvent ainsi poursuivre ou interrompre des traditions, les repères historiques prennent souvent le sens de charnières contribuant à orienter l'action. Jusqu'ici, les interprétations historiques de notre histoire récente se sont distinguées principalement par leurs approches méthodologiques. Elles étaient tantôt guidées par la théorie, tantôt avaient un caractère narratif; elles participaient tantôt de l'histoire sociale, politique et culturelle, tantôt s'orientaient sur une structure ou sur des personnes. Cependant, le tournant que marque l'année 1945 demeurerait toujours une charnière. Cela semble changer. Si je vois juste, deux variantes révisionnistes, lesquelles proposent une autre ponctuation de l'histoire contemporaine, se profilent.

L'histoire nationale fournit le fil directeur d'une première variante. Dans la perspective d'une restauration de l'État national, ce sont les continuités du développement depuis la fondation du Reich de Bismarck qui sont mises en évidence. La nation divisée en 1945 n'a regagné sa forme normale qu'après 1989. C'est la raison pour laquelle les derniers cinquante ans apparaissent comme une période d'exception pendant laquelle la RFA a passé, comme au temps de la Confédération du Rhin⁶, une petite existence plus ou moins sympathique qu'on ne peut prendre tout à fait au sérieux, dans l'ombre de l'histoire universelle. La version carl-schmittienne d'une guerre cosmopolite fournit le fil directeur d'une deuxième variante. Depuis la perspective d'un combat qui oppose l'Ouest libéral au bolchevisme, le régime nazi apparaît seulement comme l'avant-garde, si radicale ou dégénérée soit-elle, d'une bourgeoisie occidentale qui s'affirme. L'alliance temporaire contre l'Allemagne isolée correspond à une sorte de malentendu qui s'est dissipé avec la constellation de la guerre froide. Avec la fin de cette dernière, l'histoire, qui a déraillé vers le totalitarisme en 1917, revient heureusement s'aiguiller sur la voies normales d'une histoire nationale naturelle (*naturwüchsig*).

Les deux variantes s'accordent sur les conséquences: le tournant d'époque de 1989-90 met fin à une anomalie temporaire, comble la césure apparente de 1945 et relativise pour le mieux la rupture de la civilisation. Il promet à l'Allemagne devenue souveraine une existence normale au cœur de l'Europe, sans qu'elle n'ait à avoir «peur du pouvoir». Le seuil d'une nouvelle époque, qui prépare du même coup le retour à un *status quo ante* plus heureux, suscite une attente dialectique: les problèmes tout à fait nouveaux exigent d'une part des solutions tout à fait nouvelles; ces dernières doivent cependant être puisées à même les trésors scellés d'une tradition avec laquelle nous avons rompu, «dans la honte», depuis 1945.

L'intérêt singulier pour le séculaire s'explique sans doute aussi par ce fait. J'entends par là la vieille curiosité pour le modèle conservateur-révolutionnaire du tout à fait nouveau dans le tout à fait ancien, qui, pour la génération déçue des lieutenants qui rentraient chez eux après la Première Guerre mondiale, avait encore la fascination du tout à fait moderne. Peut-être l'accablant mélange d'enthousiasme et de défaitisme explique-t-il aussi la faiblesse analytique et l'émotivité diffuse d'une scène intellectuelle qui ne cherche même pas à camoufler la bassesse de la discussion publique par leur vulgaire bavardage, leurs injures médiatiques et leurs ruminations néo-conservatrices. L'emploi de l'expression à moitié comprise de «*political correctness*»⁷ trahit une perte de scrupules normatives et une indifférence cognitive à l'égard de questions sensibles. La critique à l'endroit de ce nouvel anglicisme se ramène toujours au même: à la polémique avec ceux que l'on appelle les «spécialistes de la contrition» (*Bewältigungsprofis*). Cette tendance unit le feuilleton du FAZ⁸ (du 13 janvier au 20 mars 1995) à la Nouvelle Droite, qui, à vrai dire, n'est pas si nouvelle. Ne devrions nous pas pouvoir nous sentir soulagés lorsque le président de la RFA maîtrise sans faux accents une situation difficile à Dresde?⁹

En fin de compte, ce seront les historiens qui répondront à la question ouverte de la ponctuation de notre histoire récente. De telles ponctuations se déplacent certes selon les situations herméneutiques de départ, selon les perspectives d'avenir du temps présent; mais elles ne se laissent pas manipuler de façon arbitraire. Cependant, nous ne pouvons pas attendre la

parution du quatrième tome de la *Deutsche Gesellschaftsgeschichte* de Hans Ulrich Wehler¹⁰. C'est la raison pour laquelle je me permets en tant que non-historien une courte réflexion sociologisante sur les réalisations et les limites de l'État national. Ce que nous aurions pu avoir gagné pour l'avenir par l'heureux rétablissement de l'unité d'un État national déchiré depuis des décennies dépend en effet d'abord de la façon générale dont nous évaluons l'avenir de l'État national.

III

Je désire développer la thèse suivante: les différentes tendances à la globalisation des relations et de la communication, de la production économique et de son financement, du transfert de technologie et d'armes, du narcotrafic et de la criminalité et avant tout des dangers stratégiques et écologiques nous confrontent à des problèmes qui ne peuvent être surmontés à l'intérieur du cadre de l'État national. L'effritement de la souveraineté de l'État-nation ira en s'accroissant et nécessitera l'élargissement progressif d'une capacité d'agir politique à un niveau supranational. La «globalisation» renvoie d'autre part à une démarche abstractive qui met en péril la cohésion sociale, déjà très fragile, des sociétés nationales. Cette démarche abstractive

poursuit un processus que la modernité européenne nous a appris à connaître. À l'époque, l'organisation de l'État national constituait une réponse convaincante au défi de trouver une nouvelle forme d'intégration sociale. Ceci nous porte à croire que nous devrions suivre l'exemple des réalisations intégratives de l'État national, précisément parce que nous nous engageons aujourd'hui, volontairement et consciemment, dans la voie des sociétés postnationales. Autrement, ne naîtront que de nouvelles organisations, tandis que l'État de droit et la démocratie seront laissés pour compte.

Comme en témoigne déjà la désignation des «Nations Unies», la société mondiale s'articule aujourd'hui en États nationaux qui se reconnaissent mutuellement comme sujets de droit international. Le type historique d'État national qui s'est formé dans l'ouest et le nord de l'Europe et qui est issu de la révolution américaine et française s'est imposé partout dans le monde. Il était supérieur à ses concurrents, tant aux cités-États et aux alliances de cités, qu'aux descendants modernes des anciens royaumes — le dernier empire de la sorte, la Chine, est en train de se transformer sous nos yeux. Ce succès de l'État national est évidemment attribuable avant tout aux avantages de l'État moderne *en tant que tel*. L'État administratif et gouvernemental, monopolisant le pouvoir, a dans une large mesure transféré les fonctions productives à une économie disjointe de l'État. De ce fait, le tandem de l'État bureaucratique et de l'économie capitaliste est devenu le moteur de la modernisation sociale.

Nous vivons tous aujourd'hui dans des sociétés nationales qui doivent leur unité à une organisation étatique de ce type. De tels États existaient à vrai dire bien avant qu'il n'y ait des «nations» au sens moderne. L'État et la nation ne se sont amalgamés dans l'État national que depuis la révolution française. Quel est le propre de cette union? Permettez-moi d'interpréter, à partir des conséquences, certains processus ramifiés qui s'étendent sur une longue période — à travers tout le 19^e siècle — et de les ramener à un dénominateur commun. L'«invention de la nation populaire» (H.Schulze)¹¹ a eu un effet catalyseur pour la démocratisation du pouvoir d'État. Sans conscience nationale, une fondation démocratique pour la légitimation de l'autorité n'aurait pas pu s'établir. En effet, c'est d'abord la nation qui a créé des rapports solidaires entre personnes qui, jusque-là, avaient été des étrangers les uns pour les autres. (Même l'expression «surtaxe de solidarité»¹² possède cette connotation associée à l'histoire du concept.) L'État national contribue donc à résoudre deux problèmes en un: il rend un nouveau mode de légitimation d'abord possible par une nouvelle forme d'intégration sociale.

De façon globale, le problème de légitimation a procédé du fait que le schisme des confessions a conduit à la privatisation de la foi, dépouillant ainsi graduellement de son autorité le fondement religieux du droit divin: l'État sécularisé devait alors se justifier à partir d'autres sources. De façon tout aussi simplifiée, le problème de l'intégration sociale était lié à l'urbanisation et à la modernisation économique, de même qu'à l'expansion et à l'accélération

de la circulation des biens, des personnes et de l'information: la population a été arrachée des groupes sociaux fondés sur des états, lesquels étaient propres à la société protomodern; elle a été de ce fait mobilisée et isolée. L'État national a répondu aux deux défis par une mobilisation politique de ses citoyens. En effet, il a uni une forme abstraite d'intégration sociale à de nouvelles structures politiques de décisions: les sujets sont alors devenus des citoyens. Une participation démocratique, s'imposant petit à petit, crée un nouveau niveau de cohésion sociale pour les citoyens. Elle ouvre du même coup une source de légitimation séculaire à l'État. Nous devons cependant distinguer deux aspects quant à ce processus de transformation de l'État: le politique-juridique et le proprement culturel.

L'État était déjà constitué sur la base du droit positif. Il avait usé de ce moyen pour organiser les relations sociales de telle façon que les particuliers puissent jouir — d'abord de façon inégale — de droits subjectifs. Avec la forme d'organisation du droit civil privé (qui, progressivement, prend forme), les citoyens avaient au moins obtenu une parcelle d'autonomie privée, comme dira Kant: dans le rôle de «sujets». Au cours de la transformation de la souveraineté du monarque en souveraineté du peuple, ces droits des sujets octroyés de façon paternaliste se sont convertis en droits de l'Homme et des citoyens. Outre l'autonomie privée, ces derniers garantissent dès lors l'autonomie politique, et ce, en principe de façon égale pour tous. Ainsi, de l'État territorial dérive l'État constitutionnel démocratique, c'est-à-dire, conceptuellement, un ordre social voulu par le peuple lui-même et légitimé par une formation démocratique de la volonté populaire, un ordre social dans lequel les destinataires du droit peuvent se concevoir du même coup comme ses destinataires.

Or, une telle transformation juridique-politique aurait manqué d'élan si une nation de citoyens sûrs de soi n'était issue du «peuple» défini par le pouvoir public. Pour réaliser cette mobilisation politique, il fallait recourir à une idée de force morale qui en appelle davantage au cœur et aux sentiments que ne le pourraient à elles seules les idées de souveraineté populaire et de droits de l'Homme. Cette lacune est comblée par l'idée de nation; c'est avant tout cette dernière qui fait naître dans la conscience des habitants d'un territoire étatique une forme nouvelle de solidarité induite par le politique. C'est d'abord la conscience nationale, laquelle se cristallise autour d'une origine, d'une langue et d'une histoire communes, c'est d'abord le sentiment d'appartenance à un peuple qui fait de simples sujets des citoyens d'une seule et même communauté politique qui se sentent responsables *les uns pour les autres*. La nation ou l'esprit populaire — cette première forme moderne d'identité collective — fournit ainsi un substrat culturel à l'unité juridique d'organisation qu'est l'État. La conversion de la «nation» des classes dirigeantes, factice et conduite de façon propagandiste, en nation populaire est décrite par les historiens comme un changement de mentalité à plus long

terme, inspiré par les intellectuels et les savants. Ce changement se serait imposé d'abord dans la bourgeoisie citadine instruite, avant de trouver un écho dans l'ensemble de la population.

IV

Cependant, l'État national paie le prix de ces avantages par une compréhension de soi ambivalente. En effet, l'idée de nation est associée à une volonté machiavélique de s'affirmer soi-même et c'est par une telle volonté que l'État souverain s'est laissé, dès l'origine, guider dans l'arène des grandes puissances. Outre les deux concepts égalitaires de liberté, à savoir la liberté privée des citoyens sociaux (*Gesellschaftsbürger*) et l'autonomie politique des citoyens d'État (*Staatsbürger*), intervient ici un troisième concept, à savoir le concept tout autre, parce que particulariste, de liberté nationale. Cette dernière renvoie à l'indépendance de chaque nation particulière qui, si besoin est, doit être défendue avec le «sang de ses fils». Contrairement à la liberté républicaine des individus, cette liberté collective ouvre un espace où l'État sécularisé conserve un vestige non-sécularisé de transcendance. L'État national en guerre impose à ses citoyens le devoir de risquer leur vie pour la collectivité: «... le sacrifice pour l'individualité de l'État est la conduite substantielle de tous et, par conséquent, un devoir universel» (Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, §325). Depuis la Révolution française, le service militaire obligatoire constitue le revers des droits civiques. Par le fait d'être prêt à lutter et à mourir pour la patrie, la conscience nationale et le sentiment républicain devraient se confirmer à la fois.

Ce double codage se manifeste aussi à travers les inscriptions de la mémoire historique: les événements marquants du combat pour la liberté républicaine s'allient à la symbolique de la mort inhérente aux cérémonies à la mémoire de ceux qui sont tombés au champ d'honneur. La nature ambivalente de la nation est reflétée par cette double trace de mémoire: la nation voulue des concitoyens (*Staatsbürger*) qui engendre la légitimation démocratique, de même que la nation native des compatriotes (*Volksgenossen*) qui pourvoit à l'intégration sociale. Les *concitoyens* (*Staatsbürger*) se constituent de leur propre force en association politique d'individus libres et égaux; les *compatriotes* (*Volksgenossen*) se retrouvent dans une communauté ethnique façonnée par une langue et une destinée historique communes. La tension entre l'universalisme d'une communauté de droit égalitaire et le particularisme d'une communauté partageant une même destinée historique est constitutive de l'État national.

Ces deux éléments ne s'assemblent harmonieusement que lorsque l'État entièrement sécularisé ne s'arroge plus, au nom de la collectivité, un droit de vie et de mort sur ses citoyens (c'est-à-dire lorsqu'il abroge la peine de mort

et le service militaire obligatoire). L'idée républicaine peut alors prendre le dessus et, de son côté, pénétrer et structurer les modes d'existence intégrées socialement. La république subit un dommage quand, inversement, la force intégrative de la nation est impartie à des factuelles pré-politiques ou à une réalité indépendante de la formation politique de la volonté populaire. Une nation *naturalisée* de la sorte réprime la contingence historique de la communauté en tant qu'entité constituée, et affermit ses frontières, qui sont un fait du hasard, avec l'aura du spontané (*Naturwüchsiges*). La nation populaire est certes, dans une large mesure, un artefact, mais elle s' imagine elle-même être une entité qui s'est développée de façon organique, et qui, contrairement à l'ordre artificiel du droit positif, va de soi.

L'histoire de l'impérialisme entre 1871 et 1914, et à plus forte raison du nationalisme intégral au XX^e siècle démontrent qu'une force mobilisatrice a été déployée presque toujours uniquement par la variante particulariste de l'idée de nation. Ce n'est qu'après la césure de 1945 que cette source d'énergie s'est tarie. Seulement depuis que, sous l'égide nucléaire des super-puissances, on a refusé aux puissances européennes de conduire leur propre politique extérieure, la façon dont se comprend l'État démocratique de droit s'est dissociée des modèles d'affirmation nationale de soi et de géopolitique du pouvoir, et ce, non seulement en théorie, mais aussi dans l'ensemble de la population. Les conflits sociaux internes pouvaient dès lors être aussi abordés sous le primat de la politique intérieure. Cette tendance vers une compréhension pour ainsi dire «postnationale» de soi des communautés politiques s'est sans doute imposée de façon plus nette dans la situation particulière de la RFA, qu'on avait privé de droits fondamentaux de souveraineté, que dans d'autres États. Mais la pacification par l'État social de l'antagonisme de classes a engendré une nouvelle situation dans tous ces pays. Au cours de la période d'après-guerre, des systèmes de sécurité sociale ont été érigés et développés; des réformes dans les domaines de l'école, de la famille, du droit pénal, de l'accès à l'information, etc., ont été instituées; des politiques féministes d'équité ont été mises en branle. Le statut du citoyen, si imparfait soit-il, a été enrichi dans sa substance juridique. Ceci a sensibilisé — voilà ce qui importe à mes yeux ici — les citoyens eux-mêmes à la *prééminence* de la question de la réalisation des droits fondamentaux — à une prééminence qui, idéalement, doit préserver la nation réelle de concitoyens contre une nation imaginaire de compatriotes.

L'essentiel du républicanisme consiste en ceci que le processus démocratique assume également l'arrière-caution pour l'intégration sociale d'une société toujours plus complexe (*ausdifferenziert*). Dans une société culturellement et idéologiquement (*weltanschaulich*) pluraliste, cette charge ne doit pas être déplacée du lieu de la formation politique de la volonté populaire et de la communication publique au substrat apparemment naturel (*naturwüchsig*) d'un peuple présumé homogène. Derrière cette façade, ne se

cache qu'une culture hégémonique plurielle. Cette dernière doit cependant se libérer de sa fusion à la culture *politique* que partagent *tous* les citoyens, pour que différents modes d'existence culturelle, religieuse et ethnique puissent coexister et se côtoyer à l'intérieur d'une même communauté. À cet égard, les pays typiques d'immigration tels les États-Unis sont en avance sur nous; chacun peut y vivre avec deux identités, à la fois comme natif et comme étranger dans son propre pays.

Des processus transitoires qui mènent aux sociétés multiculturelles, assurément conflictuelles et douloureuses, émerge une forme d'intégration sociale pointant déjà au-delà de l'État national. Le processus de formation des nations se reproduit à un niveau plus abstrait: les structures politiques de décisions obtiennent un nouveau substrat culturel. En effet, c'est encore une fois l'intégration politique-culturelle, l'attachement commun à des libertés républicaines acquises historiquement, encore une fois la loyauté, ancrée dans la conscience historique, à un ordre politique convaincant qui, au-delà de toutes différences sous-culturelles, motive les citoyens à se porter mutuellement garant les uns pour les autres.

Le républicanisme ne se réalise que dans la mesure où il se défait du potentiel ambivalent du nationalisme, qui lui a servi jadis de véhicule. La forme multiculturelle d'intégration sociale, échafaudée au sein de l'État national, doit encore faire ses preuves par-delà l'État national. À titre d'exemple, les États de l'Union européenne doivent encore élaborer une politique culturelle commune. Avant qu'une constitution européenne ne puisse prendre, un espace public à l'échelle de l'Europe toute entière doit à tout le moins se former. Cet espace doit permettre aux citoyens, et pas seulement aux gouvernements, une formation politique commune de la volonté populaire. Plusieurs considèrent qu'il s'agit là d'une simple utopie. Cependant, les mêmes problèmes globaux qui nous accablent aujourd'hui et qui éveillent le scepticisme nous poussent justement dans cette direction, et ce, dans notre propre intérêt.

V

L'État national a gardé ses frontières territoriales et sociales de façon nettement névrotique. Aujourd'hui, il est placé devant un nouveau défi que lui posent les tendances globales. Ces dernières se moquent des frontières, et ont depuis longtemps pénétré les mesures de contrôle de l'État national. A. Giddens¹³ a défini la «globalisation» comme la concentration de relations mondiales qui entraînent l'influence réciproque d'événements locaux et éloignés. Les contacts physiques, sociaux ou symboliques du monde entier sont établis par des communications qui embrassent de grandes distances spatiales et qui sont accélérées dans le temps, avant tout par l'intermédiaire de médias électroniques. Ces communications sont conduites par les langues

naturelles ou par des codes spéciaux, comme l'argent. Elles favorisent d'une part l'expansion de la conscience des acteurs, d'autre part la ramification, la portée et la liaison de systèmes, de réseaux et d'organisations. Il en résulte deux tendances opposées: à la fois l'*élargissement* et la *fragmentation* de la conscience de sujets planificateurs, communiquant et agissant entre eux.

Pour que les communications accrues ne se propagent pas seulement de façon centrifuge et se perdent dans des village globaux, mais plutôt favorisent une formation focalisée de l'opinion et de la volonté populaire, des espaces publics doivent être créés. Les participants doivent pouvoir échanger leurs contributions en même temps sur un même sujet d'une même importance. Par un tel type de communication — prise en charge, autrefois, par la littérature — l'État national avait noué un nouveau contexte de solidarité qui permettait de récupérer en quelque sorte la poussée abstractive de la modernisation et d'intégrer à nouveau une population arrachée de ses contextes de vie traditionnels dans des contextes élargis et rationalisés de mondes vécus. Compte tenu de la poussée abstractive évoquée à l'instant, la question se pose de savoir si l'idée républicaine d'une action consciente de la société sur elle-même peut encore être institutionnalisée politiquement. Il s'agit de savoir si une conscience publique en expansion, mais centrée sur le monde vécu, peut toujours embrasser des contextes systématiquement disjoints (*ausdifferenziert*) ou si les processus systémiques, devenus autonomes, ont depuis longtemps déjà évacué tous les contextes générés par la communication politique.

Aujourd'hui, les réponses sceptiques prédominent. Elles soutiennent que toute socialisation politique à prétention normative cesse avec l'État national. Dans ce monde post-politique, l'entreprise transnationale servirait de modèle de comportement. J. M. Guéhenno décrit la «fin de la démocratie»¹⁴ depuis la perspective de citoyens chassés du contexte désormais liquidé d'une communauté étatique solidaire. Ceux-ci doivent sans illusions se retrouver dans le chaos de systèmes flottant librement et s'affirmant soi-même. Réduits à leurs propres moyens, ils ne s'orientent plus que sur des règles qui permettent le choix le plus rationnel possible entre des options engendrées par le système. Dans un monde de relations réseautées anonymement, ils opèrent, pour ainsi dire, sur des marchés globaux avec une conscience locale, confinée à la gestion d'entreprise. Le cœur néo-libéral de cette vision est on ne peut plus clair. Les citoyens s'exposent aux processus devenus confus de la société universelle, mais qui, d'une quelconque façon, sont réglés spontanément, conformément à la «logique du réseautage». L'autonomie des citoyens est par là dépouillée sans autre forme de procès des composantes d'auto-détermination civique et réduite à l'autonomie privée.

Mais les exemples connus de tels mécanismes d'auto-régulation n'inspirent pas vraiment confiance. L'«équilibre des forces», sur lequel le système international a reposé depuis trois siècles, s'est effondré au plus tard à la Deuxième Guerre mondiale. Avec la création de l'ONU, on a entrepris

d'essayer pour une deuxième fois de mettre sur pied des pouvoirs d'action supranationaux qui concourraient à un ordre global assurant la paix (un tel ordre en est encore, tout comme avant, à ses débuts). On ne peut évidemment pas laisser le marché mondial, cet autre exemple de réseautage spontané, diriger seul la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, si l'on désire que l'interdépendance asymétrique entre les membres de l'OCDE et les pays marginalisés, qui doivent encore développer des économie viables, soit un jour éliminée. Le bilan qu'a récemment présenté le Sommet mondial sur le développement social¹⁵ à Copenhague est bouleversant. Des pouvoirs d'action supranationaux manquent à plus forte raison pour les problèmes écologiques dont on a débattu dans leur contexte global au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro¹⁶. On ne peut se représenter un ordre mondial et économique-mondial plus pacifique et plus juste sans institutions internationales en mesure d'agir, surtout sans processus de coordination entre les régimes régionaux sur le point de voir le jour, dans le cadre et sous la contrainte d'une société civile devenue mobile à l'échelle de la planète.

L'absence d'instances supranationales en mesure d'agir et qui pourraient influencer le système global conformément à une politique mondiale coordonnée, se fait aussi sentir chez soi. Les débats qui ont lieu aujourd'hui sur l'Allemagne en tant que lieu propice aux affaires exposent une disparité entre les marges de manoeuvre limitées des États nationaux et les impératifs non pas du commerce mondial, mais des rapports de production réseautés globalement. Le capitalisme s'est certes développé dès l'origine dans des dimensions mondiales. Et la dynamique du développement économique, promue dans le cadre du système étatique européen, a plutôt consolidé les États nationaux pendant des siècles. Qui plus est, les États souverains n'ont aucun problème à accepter des zones de libre-échange. Mais ils ne profitent de leurs économies respectives que dans la mesure où il s'agit toujours d'«économies politiques» (*Volkswirtschaft*) sur lesquelles ils peuvent exercer indirectement une influence par des moyens politiques. Cependant, avec la dénationalisation de l'économie, en particulier du réseau mondial des marchés financiers et même de la production industrielle, la politique nationale perd son empire sur les conditions générales de production. Les gouvernements se voient toujours plus fortement contraints de s'accommoder d'un haut taux de chômage permanent et non seulement de refondre, mais carrément de supprimer l'État social afin de rester concurrentiel sur la scène internationale. On préconise déjà, aujourd'hui, la suppression de la pension de retraite et de l'assurance-maladie financées par les fonds publics. Quiconque entreprend une telle chose doit cependant être disposé à vivre avec une sous-classe dans son propre pays.

Les sociologues appellent *underclass*¹⁷ l'ensemble des groupes marginalisés qui sont dans une large mesure coupés (*segmentiert*) du reste de la société. Ceux qui ne peuvent plus changer leur situation sociale par leurs

propres moyens sont tombés hors du contexte de solidarité civique. Ils ne disposent plus d'aucun potentiel d'intimidation — aussi peu que le Tiers-Monde, autrefois, face aux pays développés. Cependant, «segmentation» ne signifie pas qu'une communauté politique puisse détacher *sans conséquences* l'une de ses parties. Comme il est loisible, aujourd'hui même, d'étudier ailleurs, il y a au moins trois conséquences inévitables à long terme. Une sous-classe engendre des tensions sociales qui éclatent en révoltes auto-destructrices et sans but. Ces dernières ne peuvent être maîtrisées que par des moyens répressifs. La construction de prisons et en général l'organisation de la sécurité intérieure constituent une industrie en croissance. Qui plus est, l'état d'abandon social et la progression de la misère physique ne se laissent pas circonscrire localement. Le venin des ghettos gagne l'infrastructure de centres-villes et même de régions, et s'incruste dans les pores de la société toute entière. À la fin, il en résulte une érosion morale de la société qui doit léser toute communauté républicaine dans sa substance universaliste. En effet, des décisions majoritaires prises de façon formellement correcte peuvent ne refléter que des angoisses relativement au prestige social et des réflexes d'auto-affirmation d'une classe moyenne menacée de déclin. De telles décisions minent alors la légitimité des procédures et institutions de l'État de droit et de la démocratie.

Quiconque répond aux signaux d'une telle désolidarisation par l'appel à la «nation sûre de soi» (*Selbstbewußte Nation*) ou par le rappel à la «normalité» de l'État-nation reconstitué, applique un remède pire que le mal. En effet, c'est précisément à ces conséquences de problèmes globaux non résolus que se reconnaissent les *limites* de l'État national. Il n'est guère probable que des monuments aux guerriers se relèvent sur le fond sourd du roulement de tambour de l'histoire nationale. Ce n'est qu'en tant qu'instance critique que l'histoire fait un bon maître. Elle nous révèle au mieux la façon dont nous *ne* devons *pas* faire les choses. Ce sont des expériences de type négatif que nous tirons une leçon. C'est la raison pour laquelle 1989 demeurera une date heureuse qu'autant que nous respecterons 1945 comme celle qui soit véritablement instructive.

Aujourd'hui, nous devons chercher à perpétuer l'héritage républicain de l'État national au niveau européen. Une république berlinoise dénuée des fâcheuses traces de fausses continuités serait même moins autonome, mais plus disposée à l'initiative que l'ancienne RFA. Elle ne se poserait pas, les yeux tournés vers l'Est, en puissance hégémonique, mais agirait de façon concertée. Elle se prévaudrait de son influence à l'intérieur du cadre institutionnel d'une Union Européenne démocratiquement constituée et contribuerait à ce que les Européens assument collectivement leur responsabilité, à l'extérieur comme à l'intérieur. En tant que partie d'un tout plus grand et contraint à la solidarité, cette république n'éveillerait plus la méfiance des voisins à l'égard d'aspirations au statut de super-puissance et de

grande puissance. Au lieu de prendre des décisions clinquantes depuis Berlin, elle se devrait d'obtenir des majorités à Strasbourg et à Bruxelles. Délestée de la sorte, elle n'aurait pas à reculer devant des perspectives d'avenir. Elle pourrait travailler à mettre en oeuvre des buts à long terme, qui seuls peuvent produire un surcroît de motivation, une fois qu'aucun soupçon ne pèserait sur eux quant à leur caractère utopique. Les Européens portent la responsabilité pour les deux: d'une part pour que l'organisation de la communauté internationale soit finalement rendue apte à résoudre de façon coopérative des problèmes globaux qui semblent toujours plus désespérés; d'autre part pour que soit mis un frein, dans leur propre société, à la ruine des standards sociaux que l'on a atteints, de même qu'à sa conséquence, à savoir le clivage causé par un chauvinisme du bien-être.

Traduit par Donald Ipperciel

Notes

- 1 Discours prononcé par Jürgen Habermas le 7 mai 1995, à l'occasion du cinquantième anniversaire du 8 mai 1945, à l'église St-Paul de Francfort; publié dans *Die Normalität einer Berliner Republik* sous le titre: «1989 im Schatten von 1945: zur Normalität einer künftigen Berliner Republik». Traduit de l'allemand par Donald Ipperciel. Les notes sont du traducteur.
- 2 Richard von Weizsäcker (né en 1920), politicien allemand, président de la RFA entre 1984-1994. Roman Herzog lui succède à la présidence de la république.
- 3 Référence à la visite controversée du président américain Ronald Reagan, le 5 mai 1985, au cimetière militaire de Bitburg, où sont enterrés, parmi 2000 soldats allemands, une cinquantaine de Waffen-SS. Cette visite se voulait d'abord le symbole de la réconciliation entre Allemands et Américains, mais on a rapidement reproché le manque de tact de Kohl et de Reagan dans cette affaire. Habermas fait allusion ici au discours de ces derniers, qui tentaient de mettre sur le même pied les victimes et les auteurs de l'holocauste. En ce sens, les soldats SS enterrés au cimetière de Bitburg auraient eux aussi été des victimes du fascisme. C'est précisément à cette trivialisation de l'holocauste que s'en prend Habermas. Quant à la «guerre cosmopolite», il faut entendre la guerre opposant le bolchevisme et le libéralisme. Dans ce combat, les Allemands auraient été «du bon côté» dans la mesure où ils auraient pris le parti des Américains contre les bolcheviques. Habermas fait référence à Bitburg et au combat contre le bolchevisme de façon plus détaillée dans *Eine Art Schadensabwicklung*, p. 139.
- 4 En effet, la date du 9 novembre est associée à deux événements majeurs de l'histoire allemande: à la Nuit de Cristal (1938) et à l'ouverture du mur de Berlin (1989).
- 5 En anglais dans le texte.
- 6 C'est-à-dire sous la tutelle d'une puissance extérieure. En effet, lors de la Confédération du Rhin, entre 1806 et 1813, l'Allemagne du centre et du sud était placée sous le protectorat de la France napoléonienne.
- 7 En anglais dans le texte.
- 8 *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, journal national dont le siège est à Francfort. Le FAZ s'est fait, selon Habermas, l'organe de la position néo-conservatrice. Les révisionnistes historiques dont parlait Habermas précédemment (il s'agit, pour ne nommer que les acteurs les plus importants, d'Ernst Nolte, Andreas Hillgruber et Michael Stürmer) y ont notamment fait paraître leurs opinions dès 1986, alors que Habermas préférait publier ses réponses dans *Die Zeit*, plus libéral.
- 9 Allusion au discours de Roman Herzog, président de la RFA depuis 1994, que celui-ci a prononcé à Dresde à l'occasion du cinquantième anniversaire du bombardement de Dresde (13, 14, 15 février 1945). Le bombardement de Dresde est un sujet délicat en Allemagne, où Herzog se devait de reconnaître la responsabilité allemande, sans taire pour autant la perspective des victimes allemandes provenant, pour la plus grande part, de la population civile; où il ne pouvait en méconnaître les conséquences libératrices et trop insister sur son caractère criminel à la fois.
- 10 Histoire sociale de l'Allemagne, de 1700 à 1914, en trois tomes. Publiée en 1987 chez C.H. Beck (Munich).
- 11 Cf. Schulze, Hagen, *Staat und Nation in der europäischen Geschichte*, Munich, Beck, 1994, p. 172.
- 12 «Solidarzuschlag» (aussi connu en Allemagne par le sobriquet «Soli»); surtaxe imposée aux Allemands de l'Ouest depuis 1991 afin de favoriser le développement économique de l'Allemagne de l'Est.
- 13 Cf. Anthony Giddens, *Beyond Left and Right: The Future of Radical Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 4-5, 252-253.
- 14 Titre de l'ouvrage de Jean-Marie Guéhenno publié en 1993 chez Flammarion.
- 15 Conférence de l'ONU tenue à Copenhague le 9 mars 1995.
- 16 Sommet de la Terre, 3-14 juin 1992: conférence de l'ONU portant sur l'environnement et le développement.
- 17 En anglais dans le texte.